

Propos liminaire

Conférence de presse MINUSCA du 3 juillet 2024

Bonjour à tous, c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve aujourd'hui pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA.

Que vous soyez ici à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Pour m'accompagner, les porte-parole militaire et de la police de la MINUSCA qui seront disponibles pour répondre à vos questions dans la seconde partie de cette conférence.

Je souhaiterais revenir sur la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée à la République centrafricaine qui a eu lieu jeudi dernier à New York, et plus particulièrement, sur l'intervention de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Valentine Rugwabiza, qui, a détaillé les initiatives et activités principales actuellement mises en œuvre par la MINUSCA en soutien aux autorités centrafricaines, aux niveaux national et local.

Tout d'abord, la **gestion de la transhumance** qui, je vous le rappelle, est un pilier de l'accord politique pour la paix et la réconciliation.

Nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises la première conférence nationale de haut niveau pour une transhumance pacifique et prospère, présidée par le Président de la République et Chef de l'État, et facilitée par

la MINUSCA le 13 mai dernier, et au cours de laquelle d'importantes décisions ont été prises.

Sur le terrain, les équipes de la MINUSCA sont mobilisées pour mettre en œuvre ces décisions. L'une d'entre elles concerne l'appui aux mécanismes locaux de prévention des conflits.

Prenons l'exemple des préfectures de la Nana Mambéré et de la Mambéré dans la région de l'Equateur, où entre janvier et juin de cette année, près de 5 500 personnes, dont un tiers de femmes, ont participé à des séances de sensibilisation communautaire pour prévenir les conflits et partager des alertes précoces pour la protection des civils.

Des groupes de travail ont été mis en place dans la préfecture de la Mambéré et dans les sous-préfectures d'Amada-Gadza, Gadzi et Senkpa-Mbaere. À Bouar et Abba, ces groupes ont été redynamisés. Cinq missions d'appui aux comités de protection, impliquant plus de 500 participants, ont également été conduites pour gérer pacifiquement les conflits liés à la transhumance. Enfin, la MINUSCA a soutenu la cartographie des couloirs de transhumance dans la Nana Mambéré.

Au total, ces activités ont concerné plus de 6 000 personnes sur une période de six mois.

Elles illustrent l'engagement de la MINUSCA à soutenir les communautés locales dans la gestion pacifique et inclusive de la transhumance, contribuant ainsi à la stabilité et à la sécurité dans la région.

Des activités similaires continueront à être menées sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine en soutien aux décisions prises lors de la conférence de haut niveau de mai dernier.

Un autre axe d'intervention de la MINUSCA présenté au Conseil de sécurité par la Représentante spéciale du Secrétaire général concerne **l'extension de l'autorité de l'État**, que ce soit récemment à Am-Dafock ou dans le Haut-Mbomou.

À Am-Dafock, à la frontière avec le Soudan, la MINUSCA a facilité en avril le déploiement des forces de défense nationales.

Dans la préfecture du Haut-Mbomou, dans le sud-est du pays, la réhabilitation en cours de l'axe routier Bangassou-Obo-Bambouti devrait permettre l'extension de l'autorité administrative et sécuritaire de l'État dans une région jusqu'à présent difficile d'accès.

Le déploiement de la Force de la MINUSCA à Bambouti rassure également les populations et, selon le chef du centre de santé de la ville, des habitants qui s'étaient réfugiés au Soudan du Sud commencent à rentrer chez eux pour se construire une nouvelle vie.

Le soutien multiforme de la MINUSCA, conformément à son mandat, aux préparatifs des **élections** locales est le troisième point sur lequel je souhaitais revenir. Ce soutien se matérialise par un appui opérationnel, logistique, technique et sécuritaire ainsi que la coordination de l'assistance électorale internationale.

Un soutien qui passe également par l'organisation d'ateliers d'information et de séances de sensibilisation visant à mobiliser une large participation, en particulier celle des femmes, tant électrices que candidates, en toute sécurité.

Deux informations supplémentaires pour être tout à fait complète :

Tout d'abord, la remise hier par l'Unité d'Exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (UEPNDDRR) de 311 armes de guerre fonctionnelles, au Ministère de la défense nationale

Toutes ces armes, qui ont été collectées auprès des ex-combattants lors d'opérations de DDR effectuées dans plusieurs préfectures du pays, ont été vérifiées, remontées et marquées.

À ce jour, selon les dernières statistiques disponibles, plus de 4 800 ex-combattants ont été désarmés dans le cadre du programme national désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, un programme auquel la MINUSCA apporte un appui technique, logistique, financier et sécuritaire.

Enfin, la participation les 26 et 27 juin derniers à New York du Chef de la Composante Police de la MINUSCA, le Commissaire de Police Christophe Bizimungu, à la quatrième session du sommet des Chefs de Police des Nations Unies. Cet événement a également réuni des ministres de l'intérieur. Leurs discussions ont porté sur les défis en matière de sécurité et le renforcement de la paix internationale.

Actuellement, plus de 6 000 officiers, déployés par 94 États membres, sont mis à la disposition de la Police des Nations Unies, dont près de 3 000 en République centrafricaine.